

Recherches sociographiques



Paul LAROCQUE, *Pêche et coopération au Québec*

Gaston Deschênes

Volume 21, numéro 3, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055902ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055902ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deschênes, G. (1980). Compte rendu de [Paul LAROCQUE, *Pêche et coopération au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 21(3), 381–382.

<https://doi.org/10.7202/055902ar>

Paul LAROCQUE, *Pêche et coopération au Québec*, Montréal, Éditions du jour, 1978, 379p.

Il faut remonter à 1964, à la publication de *Alphonse Desjardins et les caisses populaires*, pour retrouver un ouvrage historique consacré au mouvement coopératif dont la qualité se compare à celui de Paul Larocque, et encore, l'approche biographique utilisée par Yves Roby situait sa thèse dans une catégorie bien distincte. Depuis le début des années cinquante jusqu'au milieu des années soixante-dix, le mouvement coopératif n'a pas suscité beaucoup d'intérêt chez les universitaires, les historiens compris. Apparu de façon discrète sur le marché, tellement discrète que les organes officiels du mouvement n'en ont fait aucun cas, *Pêche et coopération au Québec* n'en marque pas moins un jalon important dans l'historiographie du mouvement coopératif québécois.

Larocque aborde le sujet avec sympathie, mais il rejette la chronique complaisante. (Il a probablement été surpris de lire, dans la préface, que son ouvrage était « une apologie de la coopération ».) Sans attendre que les spécialistes des autres disciplines viennent exploiter la sienne, il déjoue les « colonisateurs » en empruntant à la sociologie des associations les deux concepts qu'il privilégie dans son analyse du secteur coopératif des pêcheries : le concept de mouvement (par opposition à l'institutionnalisation) et le concept de développement (par opposition à croissance).

Cette analyse se divise en deux parties reliées entre elles par une charnière, la crise de l'après-guerre. Après une pénétrante mise en situation (chapitre I), Larocque analyse les traits majeurs de la phase des propagandistes (chapitres II et III) : l'expansion spectaculaire favorisée par la hausse des prix en temps de guerre et l'idéologie relativement agressive des propagandistes, mais aussi les problèmes de croissance, l'échec des éducateurs, l'affairisme des pêcheurs, les conséquences de la décentralisation, l'action des adversaires et l'ingérence du gouvernement. La fin de la guerre et la baisse des prix entraîne une crise aiguë (chapitre IV) : au bord de la faillite, la Fédération doit subir l'assaut des créanciers puis la tutelle gouvernementale. Un nouveau climat s'installe : les leaders sont moins militants, l'effort d'éducation tend vers zéro, la mode est à la prudence et à la consolidation. La crise terminée, une nouvelle ère débute (chapitres V et VI) : celle de la technique, de la modernisation, de la centralisation et de l'intégration. De mouvement, le secteur des pêches devient institution et, si l'auteur prolonge un jour son étude jusqu'aux années quatre-vingts, il pourra y ajouter une troisième phase, totalement dominée par les gestionnaires, et où les coopératives locales sont pratiquement disparues.

L'ouvrage s'achève par une conclusion (dont la concision surprend) qui « ramasse » en quatre pages les éléments essentiels de la démonstration. L'auteur porte alors, sur la « troisième voie », un jugement qui n'est pas particulièrement original (voir : JASMIN, « La coopérative... », *Possibles*, été 1978 : 85-96 ; et LALIBERTÉ, *La culture politique du C.C.Q.*, Sherbrooke, 1973, 482p.) et qu'il me permettra de nuancer. Il écrit en effet que la thèse de la troisième voie n'avait « rien de révolutionnaire » (p. 376). Certes, Alexandre Boudreau et son groupe n'ont pas pris le maquis, n'ont tué personne ni rien fait sauter. Pourtant, ils ont dérangé beaucoup de monde et suscité des réactions sur lesquelles l'étude de Larocque ne se penche pas. Évidemment, ils ne remettaient pas en question l'essence du système économique, l'entreprise privée à laquelle appartient d'ailleurs la coopérative, mais, parmi les principes coopératifs véhiculés par le Service social-économique (et c'est là un autre aspect qui a échappé à l'auteur), l'éducation figurait généralement en première place. Le S.S.E. suivait en cela l'exemple du mouvement d'Antigonish et visait implicitement à changer les mentalités, à transformer l'individu ; une telle attitude n'est pas révolutionnaire, elle est proprement subversive... Par ailleurs, le secteur des pêches ne se heurtait pas, comme les coopératives de consommation, à l'entreprise « autochtone » ; il n'y avait pas de frein, autre que la volonté des pêcheurs, à la coopératisation de toutes les pêcheries gaspésiennes. Dans un tel contexte, il n'était pas nécessaire de prêcher la « république coopérative ».

Pêche et coopération repose sur une documentation de première qualité, tant au niveau des sources manuscrites qu'imprimées et orales. Il est malheureux qu'une erreur de mise en page rende difficile la compréhension du cadre de classement de la bibliographie, où une thèse importante brille par son absence : celle que Louis Bérubé a consacrée au mouvement coopératif des années

vingt. L'auteur utilise un langage simple, clair, et nous épargne les néologismes qui émaillent souvent des études semblables et servent parfois de prétentions scientifiques.

L'étude de Larocque laisse néanmoins un goût amer aux partisans du mouvement coopératif. La qualité de l'ouvrage n'est pas en cause. C'est plutôt cette sorte de déterminisme (l'institutionnalisation inévitable) qui s'en dégage; on peut toujours rêver du jour où des historiens auront disséqué chacun des secteurs du mouvement coopératif en utilisant l'ouvrage de Larocque comme modèle, mais il faut aussi se résoudre à la pensée que tous ces chercheurs en viendraient probablement à la même conclusion, comme une fatalité.

Gaston DESCHÈNES

*Bibliothèque de l'Assemblée nationale,
Gouvernement du Québec.*

Gilbert RENAUD, *L'éclatement de la profession en service social*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 163p.

Gilbert Renaud nous propose ici une analyse de la profession de travailleur social au Québec, particulièrement pour la période qui va de 1960 à 1979. Il présente cette évolution comme le passage de la *qualification*, coïncidant avec l'accession au statut professionnel, vers la *déqualification* croissante, attribuée à la bureaucratisation des opérations dans le champ des services sociaux. Pour lui, c'est la « transformation monopolistique » des structures politiques, idéologiques et économiques, en cours depuis 1960, qui a rendu possible cette professionnalisation des travailleurs sociaux, auparavant dominés par la bourgeoisie traditionnelle et cléricale. Puis, c'est ce même mouvement de capitalisme qui va, quinze ans plus tard, obliger les travailleurs sociaux à se déprofessionnaliser.

Ce lien entre le développement socio-économique et le développement d'une profession est illustré par quatre événements qui ont marqué l'histoire professionnelle. Le premier, c'est la constitution, en 1960, d'une Corporation professionnelle des travailleurs sociaux québécois. Pour l'auteur, il s'agit là de l'aboutissement d'un processus de qualification par lequel les praticiens, même s'ils empruntent une structure de la petite bourgeoisie traditionnelle, marquent leur désir d'autonomie et s'engagent sur la voie de rationalisation des services sociaux. Les jeunes diplômés laïcs, membres de la nouvelle petite bourgeoisie, trouvent dans la profession un moyen de défense adéquat de leurs intérêts.

Le deuxième événement significatif, c'est la publication, en 1963, du Rapport Boucher (Comité d'étude sur l'assistance publique), qui préconise une intervention accrue de l'État dans le domaine du bien-être social. Même si le rapport endosse le vocabulaire nouveau de l'expertise et de la spécialisation, il n'en constitue pas moins une critique sévère des travailleurs sociaux, au nom de l'efficacité administrative et du droit de l'État à contrôler le champ des services sociaux. Désormais, le travailleur social devra collaborer avec l'État, au risque de voir son champ d'intervention se restreindre indûment.

Le troisième événement, longuement analysé par l'auteur, c'est l'action de la Fédération des services sociaux à la famille, vers la fin des années soixante. Cette action, ambiguë, va avoir de profondes répercussions sur la profession du travailleur social. D'une part, en effet cette Fédération fait la promotion du professionnalisme en service social, se substituant même à la Corporation, par le biais de ses revues et ses congrès, par son action pour garder les travailleurs sociaux dans le secteur de l'aide privée, par l'orientation strictement familiale (ou familiste) qu'elle imprime aux agences diocésaines regroupées en son sein. D'autre part, la Fédération va également devenir un instrument de déqualification, par l'insistance qu'elle met sur la rationalité administrative et les distinctions qu'elle introduit entre les différentes « catégories de personnel » (p. 73). Le travailleur social devient un « travailleur d'agence », et ainsi la Fédération va faciliter la syndicalisation des